

Alain Bauer* et Eric Delbecque†

LES MOYENS DE LA FIN

On aurait pu s'étonner que la revue AGIR propose en fin d'année un sujet du baccalauréat de philosophie. Question usée et resservie à l'infini, au rythme des découvertes de la raison d'Etat, des mensonges d'Etat, des compromis et compromissions entre l'idéal et le réel.

Il faut pour s'engager dans ce chemin qui mène quelque part, une bonne dose d'inconscience, de cynisme (au sens étymologie : dire la vérité sans fard, le cynique étant la figure emblématique de l'authentique philosophe défini comme « la mauvaise conscience de son temps » selon Michel Onfray¹).

Paradoxalement le philosophe, le politique, le criminologue portent chacun un regard distancié ou militant sur la question, chacun sachant au plus profond de sa conscience que tout est affaire d'intentions, d'effets et de dommages, directs ou collatéraux.

Depuis toujours, les utopies formidables ont généré dictatures et Terreur. Des responsables politiques capables de susciter l'espoir de générations entières se sont trouvés face à la réalité de décisions impossibles. Faut-il tuer de sang froid un dictateur ou attendre, au prix de victimes par milliers, qu'il tombe ? Faut il torturer un terroriste ou laisser sa bombe massacrer des innocents ? Faut il mentir à l'opinion sur l'effet d'une pandémie, d'une crise, d'une confrontation ? Comment concilier la force et la ruse ?

En matière stratégique, qui est l'art de faire la guerre même quand elle

* Alain Bauer est professeur de criminologie au Conservatoire National des Arts et Métiers, enseignant au *John Jay College of Criminal Justice* (New York) et à l'Université de Droit de Pékin, Président du Conseil d'Orientation de l'Observatoire National de la Délinquance.

† Eric Delbecque est directeur de l'IERSE (Institut d'Etudes et de Recherche pour la Sécurité des Entreprises).

n'est pas de nature militaire, chacun sait qu'un art subtil interdit presque toujours l'usage de la vérité. Même parler vrai n'implique pas de tout dire.

Le problème majeur vise à permettre la connaissance du vrai au moment de la décision pour éviter qu'un mensonge public influe sur le processus de décision en se mentant à soi-même, par courtoisie, couardise ou bêtise.

Chefs d'Etats, militaires, dirigeants d'entreprise, cultivent une relation complexe entre fin et moyens. Chacun créant, en fonction de ses possibilités et la nature des résistances internes à son propre pouvoir, des limites évolutives figeant dans l'histoire des figures emblématiques d'honnêtes hommes au Panthéon de la morale ou de l'éthique, et d'hommes d'Etat, usant de pratiques *contestables* pour des raisons *honorables* (nous laisserons de côté ici celles et ceux usant de moyens *détestables* pour des raisons *insupportables*).

On sait comment qualifier Hitler, Staline, plus récemment Milosevic. On salue Churchill ou Roosevelt. On a plus de mal avec Robespierre (pourant l'homme de la Terreur), on aimerait réhabiliter Danton. On hésite avec François Mitterrand mais on encense Mendès-France ou Rocard. Tout est comme souvent affaire de circonstances, d'environnement.

On sait assez facilement reconnaître et identifier les populistes et les méchants. Mais on sait aussi s'en servir en cas de besoin. On reconnaît la bonté, mais elle paraît parfois trop molle face aux enjeux majeurs. On perçoit le Bien et le Mal, mais on sait la complexité d'une décision qui doit prendre en compte circonstances atténuantes et aggravantes, ouvrant la voie à de nombreuses erreurs judiciaires.

Les vainqueurs écrivent l'histoire, toutes les histoires. Ils expliquent et justifient les moyens quand la fin a pour nom Liberté, Justice ou Démocratie. Souvent les terroristes des uns sont les résistants des autres. L'homicide peut appeler la légitime défense à sa rescousse. L'enlèvement d'enfant faire parler le lien du sang. L'attentat affirme sa justification par la répression...

La confusion des genres

Les grands auteurs de la stratégie se sont tous attelés à des exercices complexes de justification. Aucun ne niant la nécessité de figures souples sur la question. Personne ne tentant de tout justifier. Certains confondant les deux.

Peut-être que ce que l'époque nous apporte d'inédit, c'est une difficulté profonde à statuer sur les fins, ce qui est normalement le cœur même de l'activité politique... En effet, l'individu est devenu son propre référent, ouvrant ainsi largement le champ du possible, estimant même que la seule limite au choix de l'homme s'avère précisément le trop grand nombre des

possibles, mais si le couple permis/défendu a vécu, au profit du possible/impossible, c'est alors la notion de « conflit » qui disparaît, au profit de celle de « déficit », de « manque », seul capable de penser, d'expliquer le malaise contemporain. Nous « manque » effectivement le plus important : les raisons positives de « l'être-ensemble »...

Jusqu'à la seconde moitié du XX^e siècle, ce furent effectivement les moyens qui interrogèrent douloureusement les buts poursuivis. La seule vraie question posée par le totalitarisme communiste était bien celle-ci : les « lendemains qui chantent » justifient-ils le goulag, le KGB et le contrôle des âmes et des cœurs ?

Les sociétés « postmodernes » connaissent le problème exactement inverse : au nom de quoi se battre ? Pour quelle idée de l'homme consentir à employer tel ou tel moyen ? Jusqu'où aller sans trahir ce qui constitue la raison même pour laquelle on lutte ? Car si il est sans aucun doute difficile de ne pas se laisser emporter par la passion idéologique, il n'est finalement pas plus aisé d'arbitrer entre des moyens lorsque l'on ne sait guère quel horizon philosophique on vise.

L'acte légitime s'impose en effet comme un subtil dosage entre l'essence d'un idéal et les contraintes indépassables de l'action (dont font partie la psychologie individuelle et sociale des hommes). Sans « idée régulatrice » comme disait Kant, comment peut-il être possible de savoir où s'arrêter ou quel compromis avec le réel accepter ?

Le général Poirier (sous une forme un peu sèche) ne disait pas autre chose : « l'art politique – comme tout art de faire en un quelconque domaine de l'activité humaine – est une façon, parmi toutes les possibles, d'assurer le passage de l'ordre de la finalité (fins, buts, objectifs, effets à produire dans les divers domaines et l'activité collective, etc.) à l'ordre des 'voies-et-moyens' (moyens mentaux et physiques associés à leurs modalités opérationnelles, de mise en œuvre et d'emploi). Ce passage doit être rationnel : il implique évaluations et calculs, un travail de l'intellect procédant à une rigoureuse évaluation des effets à produire pour accomplir la fin, à une combinatoire et à une distribution (dans l'étendue et le temps) des moyens et des opérations capables de ces effets. Cette économie, cette combinaison rationnelle des 'voies-et-moyens', se fonde sur un ensemble de critères permettant de juger la validité, eu égard à la fin, du rapport entre le coût et l'efficacité des diverses solutions proposées aux instances responsables. Jugement d'utilité et de pertinence ... »². La pertinence inclut bien évidemment la cohérence entre les moyens et les fins : les premiers ne sauraient donc trahir absolument les secondes...

Cette absence de vraies visions de long terme de l'avenir commun au sein de nos sociétés constitue un handicap d'autant plus grave aujourd'hui

que seul un idéal peut « justifier » la puissance et ses armes. Le XXI^e siècle (occidental tout au moins, et en particulier européen) est, par définition, anti-machiavélien (il sait être en revanche machiavélique...) : le « Prince » ne peut plus faire accepter tout et n'importe quoi en invoquant simplement la nécessité de conserver le pouvoir... Et évoquer les mânes de Hobbes ne convient pas davantage : préserver l'homme de ses « loups » de semblables n'autorise pas l'emploi de tous les procédés.

Voilà donc une époque finalement étrangement paradoxale où les valeurs vacillent, où le relativisme semble la philosophie la mieux partagée dans les faits, où l'on ne souhaite guère entendre parler de morale et de principes dans la sphère sociétale et l'orbite de la vie privée, mais où l'on exige la plus haute vertu dans l'usage des instruments du politique !

Prisonniers de cette terrible contradiction, les dirigeants contemporains doivent accepter la dialectique de « l'intelligence collective » et de « l'éthique de la discussion » chère à Habermas.

Là encore - grande loi de l'ère des réseaux ! - il faut organiser le dialogue des parties prenantes si l'on ambitionne de bâtir une action « stratégique », c'est-à-dire porteuse de sens et de long terme. Faire accepter par le plus grand nombre les moyens que les fins devront utiliser, c'est laisser s'exprimer préalablement les avis et alternatives, réclamer la réflexion de chacun au profit de l'action commune.

Certes, la réussite ou la peur peuvent faire taire un temps les oppositions et les rancunes. Mais ce n'est pas là un mode de gouvernance durable. De surcroît, ce qui n'a pas été véritablement légitimé risque d'être rapidement remis en question.

La vacuité de la production d'idées

Encore faut-il bien évidemment que toutes les conditions soient réunies pour favoriser la production du débat d'idées. C'est ici que la principale faiblesse française, occidentale, se fait jour. Nous ne pensons plus le réel et ne semblons pas davantage vouloir l'organiser. Le symptôme le plus évident en est la faiblesse de la pensée stratégique française contemporaine. Certes, les Etats-Unis disposent de centaines de *think tanks* (de tous horizons idéologiques et politiques) pour nourrir les décideurs sur l'ensemble des risques, menaces, opportunités, défis futurs, qu'ils seront amenés à traiter ou relever, là où la France peine à en aligner une dizaine. Certes, les *think tank*, en matière géostatégique, sont plus souvent des *tank's* que des *think's*, mobilisés, au sens militaire du terme, pour justifier une action plutôt que pour éclairer le processus de décision. Mais quand même...

De surcroît, le nombre ne valant pas la qualité, il faut aussi reconnaître

que le modèle même du *think tank* n'a guère fait recette jusqu'à présent dans l'hexagone... Les analyses venues de ces entités échouent le plus souvent à orienter décisivement et durablement la prise de décision au plus haut niveau (public comme privé).

Notre pays confond en réalité *think tank* et « cercle » ou « club de réflexion ». Ces derniers constituent sans nul doute des lieux irremplaçables de sociabilité, des réseaux, voire des instruments de perfectionnement intellectuel personnel ou collectif. Mais leur vocation n'est pas de constituer le trait d'union professionnalisé entre le monde de la recherche universitaire et celui de la politique, de l'administration et de l'économie.

Une réflexion stratégique foisonnante, variée, offre donc la possibilité d'une vraie construction des fins à poursuivre et délimite par conséquent un espace de dialogue sur la nature et les limites des moyens à employer.

L'absence de dynamisme et de créativité de la pensée stratégique réduit la politique étrangère (pas seulement...) des nations démocratiques à une vaine rhétorique politiquement correcte sans prise sur le réel. Elle a certes pour avantage de laisser penser qu'elle exerce une vigilance pointilleuse sur les « moyens », condamnant par principe la force, l'influence et la diplomatie discrètes, les marchandages politiques...

Mais elle se condamne également à ne jamais inscrire les idéaux proclamés dans la réalité. Ne reste plus qu'une posture là où il s'agit d'édifier politiquement l'avenir en arbitrant incessamment entre le possible, le souhaitable et l'opportun sans trahir l'ambition fondamentale qui requiert les compromis. C'est là le plus sûr chemin pour préparer les moyens de la fin : celle de l'humanisme et des deux piliers qui le soutiennent, le libéralisme et la démocratie.

Plus personne ne peut sérieusement ignorer ce que des militaires chinois nous rappellent opportunément : aujourd'hui, « nous n'avons rien fait d'autre que remplacer autant que possible la guerre sanglante par la guerre non sanglante. Le résultat, c'est que, tout en réduisant l'espace du champ de bataille au sens étroit, nous avons transformé le monde entier en un champ de bataille au sens large. Sur ce champ de bataille, nous continuons à nous battre, à nous piller et à nous massacrer comme par le passé. Les armes sont plus modernes, les moyens plus sophistiqués. Il y a seulement un peu moins de sang, mais tout autant de brutalité »³.

Il est toujours reproché au kantien de confondre « mains blanches » et absence de mains ; si l'on ne doit pas faire de cette image le prétexte fallacieux de l'injustifiable, il ne peut davantage servir de motif à l'inaction la plus coupable.

Là où il y a une fin, il y a toujours des moyens.....

Notes :

¹ Michel Onfray, *Le ventre des philosophes*. Paris, Grasset, 1989.

² Lucien Poirier, *Stratégie théorique II*. Paris, Economica, 1987.

³ Qiao Liang et Wang Xiangsui, *La Guerre hors limites*. Paris, Payot, 1999.